

La fin de l'accueil des particuliers à la trésorerie de Lannoy?

Publié le 11/09/2015

PAR MEGHANN MARSOTTO

Un rassemblement était organisé ce samedi, en début d'après-midi, pour lutter contre le risque de fermeture définitive de la trésorerie de Lannoy le 31 décembre. L'établissement pourrait être maintenu pour les collectivités seulement.



Ils sont en rouge, en rose, brandissent drapeaux et porte-voix... Une trentaine de manifestants se sont réunis sous les bannières CGT et Solidaires cet après-midi à la trésorerie de Lannoy, pour empêcher sa fermeture définitive le 31 décembre prochain. Une pétition contre la fermeture a recueilli plus de 2 000 signatures.

Cet été, la direction régionale a proposé la poursuite des activités auprès des collectivités locales. Soit deux postes perdus, au lieu de la dizaine actuellement occupés. C'est mieux, mais « *pour les collectivités, une fermeture, ce serait un moindre mal* », estime le premier adjoint de Sailly-lez-Lannoy, Alain Cardon. « *Que vont faire les personnes âgées ? Aller sur Internet ? Prendre le taxi pour se rendre à la trésorerie ?* », s'inquiète Guy Deschamps, son homologue leersois, qui déplore une perte de service public de proximité qui touchera d'abord les plus vulnérables.

Concentrer l'activité

Si l'hypothèse se confirme, les particuliers des communes de Hem, Lannoy, Leers, Lys-lez-Lannoy, Sailly-lez-Lannoy et Toufflers seront accueillis dans les trésoreries de Roubaix, Wattrelos ou Villeneuve-d'Ascq. « Une décision définitive sera prise le 29 septembre par un comité technique », précise Laurent Perrin, secrétaire départemental de la CGT finances publiques.

Si l'on en croit les syndicats, la décision initiale de fermer la trésorerie de Lannoy s'inscrit dans un plan de restructuration triennal des finances publiques de 2016 à 2018. L'objectif : ne pas remplacer les départs et gérer la pénurie d'agents en concentrant l'activité sur de plus grosses antennes. En 2016, 2 548 suppressions de postes seraient ainsi prévues dans l'Hexagone.

[Article de presse : nordeclair.fr](http://nordeclair.fr)

Lannoy: la trésorerie pourrait être sauvée... mais pas le service aux particuliers

Publié le 11/09/2015

PAR MEGHANN MARSOTTO

Lannoy. Un rassemblement était organisé ce samedi après-midi pour lutter contre le risque de fermeture définitive de la trésorerie de Lannoy le 31 décembre. L'établissement pourrait être maintenu pour les collectivités seulement.



Ils sont en rouge, en rose, brandissent drapeaux et porte-voix... Une trentaine de manifestants se sont réunis sous les bannières CGT et Solidaires ce samedi après-midi à la trésorerie de Lannoy, pour empêcher sa fermeture définitive le 31 décembre prochain. Une pétition contre la fermeture a recueilli plus de 2 000 signatures.

Cet été, la direction régionale a proposé la poursuite des activités auprès des collectivités locales. Soit deux postes perdus, au lieu de la dizaine actuellement occupés. C'est mieux, mais « *pour les collectivités, une fermeture, ce serait un moindre mal* », estime le premier adjoint de Sailly-lez-Lannoy Alain Cardon. « *Que vont faire les personnes âgées ? Aller sur Internet ? Prendre le taxi pour se rendre à la trésorerie ?* », s'inquiète Guy Deschamps, son homologue leersois, qui déplore une perte de service public de proximité qui touchera d'abord les plus vulnérables.

Concentrer l'activité

Si l'hypothèse se confirme, les particuliers des communes de Hem, Lannoy, Leers, Lys-lez-Lannoy, Sailly-lez-Lannoy et Toufflers seront accueillis dans les trésoreries de Roubaix, Wattrelos ou Villeneuve d'Ascq. « *Une décision définitive sera prise le 29 septembre par un comité technique* », précise Laurent Perrin, secrétaire départemental de la CGT finances publiques.

Si l'on en croit les syndicats, la décision initiale de fermer la trésorerie de Lannoy s'inscrit dans un plan de restructuration triennal des finances publiques de 2016 à 2018. L'objectif : ne pas remplacer les départs et gérer la pénurie d'agents en concentrant l'activité sur de plus grosses antennes. En 2016, 2 548 suppressions de postes seraient ainsi prévues en France.